

NOUVELLES AMERICAINES

Le docteur Rait té par le gouverneur de Guanabacoa.

Key West, Florida, 25 février.—Le correspondant de la Presse Associée à Key West a appris que le capitaine Rait té, qui avait été arrêté par le gouverneur de Guanabacoa, a été relâché et est parti pour Key West.

A la Commission des affaires étrangères.

Washington, 25 février.—La commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants a décidé de faire un rapport sur une résolution demandant au président toutes les informations possibles relatives à la façon dont les citoyens américains arrêtés sont traités dans les prisons de Cuba.

Linodation à Cincinnati.

Cincinnati, Ohio, 25 février.—L'eau couvrait maintenant la Dixième rue, de la rue Main à l'avenue Centrale, et coupe la voie des tramways électriques de Covington à peu de distance du pont suspendu.

Par une sorte d'anomalie l'eau a causé aujourd'hui un désastre incendiaire.

La fabrique d'ammoniaque de B. P. Clapp, à Pendleton, a été entourée par l'eau et une certaine quantité de charbon vive a mis le feu à la bâtisse.

Les pompes ont dû passer dans trois pieds d'eau pour arriver près de l'incendie, et les tuyaux ont été installés dans des barques pour combattre les flammes.

La bâtisse a été complètement détruite.

On estime que trois cents familles d'East End ont abandonné leurs maisons.

Une école entourée d'eau a été fermée.

À Newport, Kentucky, douze cents maisons sont submergées.

Toutes les voitures disponibles sont réquisitionnées pour transporter les meubles.

L'opinion des fonctionnaires de Washington.

Washington, 25 février.—On croit au département d'Etat que la démarche de l'avocat de Sangalli, qui a demandé l'appel de jugement de la Cour Criminelle de la Havane, sera promptement suivi du pardon de condamné.

On dit que des négociations à ce sujet se poursuivent depuis quel temps, et qu'il était indispensable de renoncer à l'appel à la cour suprême de Madrid pour obtenir le pardon, attendu que le pardon ne pouvait être accordé pendant que l'acte cour suprême était saisi d'une demande d'appel.

Fridtjof Nansen aux Etats-Unis.

Boston, 25 février.—Le docteur Fridtjof Nansen arrivera l'autonne prochain aux Etats-Unis, ayant été engagé pour une tournée de conférences par le Red Path Lyceum Bureau et M. Richard Heard.

Non seulement le docteur Nansen parle parfaitement l'anglais mais sa belle prestance et ses manières font de lui un orateur des plus attrayants.

Béglie.

Washington, 25 février.—Miss Letitia Green Stevenson, épouse du vice-président des Etats-Unis, a été réélue, aujourd'hui, présidente de la Société des Filles de la Révolution américaine.

Explosion de nitro-glycérine.

Steubenville, Ohio, 25 février.—Par une explosion de nitro-glycérine dans les "champs" d'essai situés près de Steubenville, aujourd'hui, le capitaine E. B. Baker, des employés de la Millikan and Leigh Torpedo Company, est tué.

Le pardon de Julio Sangalli.

Washington, 25 février.—Senator Dupuy de Lôme, ministre d'Espagne à Washington, a reçu du ministre des affaires étrangères de l'Etat, un décret par lequel il a été accordé le pardon de Julio Sangalli.

Démenti Formel.

Washington, 25 février.—A deux heures 40 de l'après-midi le sénateur Hale a reçu au Capitole un télégramme du secrétaire Olney, qui dit que le conseil général Lee n'a jamais demandé ses passeports, qu'il n'a jamais reçu l'ordre de quitter le pays, et que toute l'histoire de sa démission n'est qu'un tissu de faussetés.

An Département d'Etat.

Washington, 25 février.—Une enquête a démontré le fait que rien de ce qui a été récemment produit dans l'île de Cuba et que les clamours produites par la prétendue démission du conseil général Lee n'ont, à aucun degré, affecté la politique que le gouvernement a adoptée.

Les fonctionnaires du Département d'Etat déclarent que leur attitude est claire dans la question actuellement soulevée: les efforts faits pour assurer la protection légale aux citoyens américains dans l'île de Cuba.

Le règlement des questions soulevées par l'arrestation de ces citoyens en temps de troubles constitue, explique-t-on, une tâche des plus difficiles, une tâche qui requiert un tact délicat pour établir que toute réclamation présentée par le département d'Etat soit basée sur un tel exposé de faits qu'aucune objection ne puisse être faite.

Les fonctionnaires de Washington estiment qu'ils ont accompli cette tâche sans perdre de vue les droits des citoyens américains emprisonnés, et ils disent qu'après le passage du gouvernement dans d'autres mains il n'y aura pas d'occasion de faire plus qu'il n'a été fait pour protéger nos citoyens.

Quant un individu se prétendant citoyen américain a réclamé pendant des mois en prison dans l'île de Cuba, n'y est établi et a négligé de se faire enregistrer au consulat, et qu'il existe, d'ailleurs, un doute sérieux relativement à sa nationalité, il est clair, disent les fonctionnaires de Washington, que le département d'Etat commettrait une grave erreur, qui pourrait avoir des conséquences malheureuses pour les autres prisonniers, s'il prenait des mesures avant de procéder à une enquête.

Dans les autres cas, quand la citoyenneté américaine de l'inculpé est établie et qu'il n'y a pas de doute raisonnable, soit sur sa complicité dans l'insurrection, soit sur le fait qu'il a été pris les armes à la main, les fonctionnaires prétendent que les rapports démontrant qu'ils ont agi avec toute l'énergie et toute la promptitude permises par les précédents et les usages diplomatiques.

On considère à Washington que ce bruit est absolument dénué de fondement.

Rumeur d'une rupture entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Washington, 25 février.—Une rumeur, qui semble s'être rapidement répandue, dit que les autorités espagnoles ont remis ses passeports au consul général Lee et qu'une rupture a eu lieu entre les Etats-Unis et l'Espagne.

On considère à Washington que ce bruit est absolument dénué de fondement.

Déclaration de M. Thurber.

Washington, 25 février.—M. Thurber, secrétaire particulier de M. Cleveland, a dit cette après-midi que le président n'avait pas reçu la démission du consul général Lee, et qu'il n'avait pas été prévenu d'une telle résolution.

M. Thurber a également démenti les rapports annonçant une demande d'envoi de navires de guerre à l'île de Cuba.

A la Chambre des Représentants.

La Chambre se dirigea étonnamment d'un coup léger vers l'ajournement final. Tous les budgets ont été envoyés au Sénat; les décisions définitives ont été prises aujourd'hui relativement aux budgets de l'agriculture, de la guerre, et de la marine, une loi tendant à révoquer les inspecteurs des postes du même pouvoir que les marshall des Etats-Unis pour opérer des arrestations a été votée.

D'une façon absolue inattendue la commission des banques et du monétaire a mis à l'ordre du jour le projet de loi autorisant les banques nationales à mettre en circulation des billets pour un montant qui ne dépasse pas la valeur au pair des bons déposés.

M. Walker, président de cette commission, s'est fortement opposé au projet de loi, mais il n'en a pas moins été voté par 144 voix contre 46.

Une résolution requérant du président la communication à la Chambre de toute la correspondance relative à l'emprisonnement de citoyens américains dans l'île de Cuba a été votée à l'unanimité.

An Sénat des Etats-Unis.

Washington, 25 février.—Le Sénat a été agité aujourd'hui par des débats très passionnés, de si extraordinaires démonstrations dans les galeries de la chambre, et de si dramatiques dérangements de paroles entre des membres marqués de l'assemblée, que la séance d'aujourd'hui peut être classée parmi les plus mémorables dans les annales de la Chambre haute du Congrès.

Cuba a été le thème de la discussion et a semblé exciter toutes les passions contenues depuis des mois.

La discussion a entièrement relégué au second plan les budgets, et a placé la question cubaine en tête de l'ordre du jour.

Elle a démontré que la résolution demandant à l'Espagne la mise en liberté immédiate et sans condition de Julio Sangalli, qu'un vote avait placé en tête de l'ordre du jour, ne résisterait pas à un long débat.

Le discours de M. Allen tendant à l'envoi de navires de guerre à l'île de Cuba est venu au premier plan de la discussion.

M. Morgan, de l'Alabama, le rapporteur de la résolution demandant la mise en liberté immédiate de Sangalli, a prononcé un discours dans lequel il a exposé la violation des traités dans le cas de Julio Sangalli.

M. Allen, de la Virginie, dans un ardent plaidoyer en faveur de Sangalli, a souligné toutes les passions latentes du Sénat.

Il a parlé des outrages commis par les espagnols envers les citoyens américains et des insultes faites aux fonctionnaires des Etats-Unis.

M. Hale, du Maine, a cherché à poser quelques questions sur ce qui a été accepté en temps voulu d'être l'organe du capitaine général de Cuba ou de l'Espagne, ou de tout autre pays.

Le discours de l'illustre orateur n'a pu être interrompu, et il a été interrompu par des interruptions de M. Daniel.

M. Allen a répondu à ces interruptions et a souligné les incidents violents qui se sont produits, et a souligné les incidents violents qui se sont produits, et a souligné les incidents violents qui se sont produits.

Ces paroles ont fait passer un frisson d'angoisse dans les tribunes bondées de spectateurs, qui ont défilé en applaudissements prolongés et bruyants que le vice-président a essayé en vain d'interrompre.

M. Hale a triomphalement déclaré que les tribunes étaient remplies de citoyens américains qui avaient le droit d'exprimer leur sentiment.

Des discours ont été prononcés par M. Lodge, M. Teller, M. White et M. Sherman.

Ce dernier a fortement appuyé la résolution. M. White, de la Californie, a pris la parole pour s'opposer au vote de cette résolution. Son discours a duré toute l'après-midi.

Accident à Chicago.

Chicago, 25 février.—Un tramway occupé par six personnes a été défoncé par deux trains allant dans une direction opposée, sur la ligne de Chicago & Eastern Illinois, à la rue Trane-Trot, samedi soir.

Les blessés ont été transportés à l'hôpital. Les dégâts sont considérables.

Le procès des frères Blaino.

Lafayette, Louisiana, 25 février.—On avait prédit qu'une foule énorme assisterait au procès des frères Blaino, les assassins de Martin Rognaud, mais il n'est vrai qu'il y avait plus de monde que d'ordinaire, aujourd'hui à Lafayette, cette prévision ne s'est pas réalisée.

Afin de dissiper les sentiments d'indignation et les préjugés du public les défenseurs des accusés avaient demandé le jugement des prévenus dans une autre paroisse non dans l'espoir du succès, mais pour obtenir des principaux citoyens de la région l'expression de leur opinion.

Aussi leurs déclarations reçues sous serment ont-elles été considérées comme l'expression de l'opinion de la communauté.

Et le calme a succédé à la tempête.

Les accusés avaient été un peu nerveux pendant les quarante-huit heures précédant leur procès, et le chef d'accusation avait été le premier de se blesser, mais ils semblaient calmes quand leurs avocats les ont visités ce matin.

Devant le tribunal, ils ont tenu les yeux baissés et ont semblé, pour la première fois, se rendre compte de la situation critique dans laquelle ils se trouvent.

Ernest Blanc, qui comprend bien l'anglais, a porté plusieurs fois ses regards sur les jurés examinés, principalement quand le juge leur demandait s'ils étaient opposés à la peine capitale.

Après la suspension d'audience, à l'heure du dîner de nombreuses dames sont entrées dans la salle et ont été conduites à des sièges placés près du tribunal.

A trois heures la liste des jurés inscrits était épuisée et quatre seulement avaient été acceptés.

Un neuf heures l'audience a été reprise, et malgré les prédictions, les deux premiers rangs de sièges étaient occupés.

De neuf heures 15 à dix heures M. Mouton, G. A. Breaux, C. D. Caffery et R. W. Elliott sont restés en consultation avec leur clients.

Après l'examen de nombreux jurés, qui n'est prolongé fort avant dans la nuit, le jury a été complété et le tribunal s'est adjourné à demain matin.

DERNIERE HEURE.

Préparatifs de guerre en Turquie.

Constantinople, 25 février.—On procède activement à des préparatifs de guerre en Turquie. De grandes quantités de fusils Mauser et de munitions ont été envoyées de Constantinople à Salonique et à Andrinople. Les armées et les munitions envoyées dans cette dernière ville sont destinées aux mitrailleurs de la frontière de la Serbie.

Des mesures semblables sont prises à la frontière de la Serbie.

Un délai de trois jours.

St-Petersbourg, 25 février.—La Russie, par l'intermédiaire de son ministre à Athènes, M. K. Onos, a demandé à la Grèce de rappeler ses troupes et sa flotte de l'île de Crète sous trois jours.

Dans la Nouvelle Guinée.

Brisbane, Queensland, 25 février.—Des avis de la Nouvelle Guinée reçus à Brisbane annoncent que les navires de guerre ont massé le gouverneur et de nombreux chercheurs d'or.

A la Chambre des Lords.

Londres, 25 février.—Lord Salisbury a appelé spécialement l'attention sur les modes qu'il a été proposé de révoquer en ce qui concerne la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

La Requête de la Russie.

St-Petersbourg, 25 février.—L'annonce officielle de la requête de la Russie en ce qui concerne la Grèce a été accompagnée d'un exposé long et détaillé des motifs qui ont dirigé la Russie.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Dans cette déclaration semi-officielle l'Angleterre et l'Italie ne sont mentionnées, mais la Grèce est avertie que si elle ne satisfait pas les exigences de la Russie, elle sera considérée comme ayant accepté la proposition de la Russie.

On dit que dans cette politique la Russie est soutenue par la France, l'Allemagne et l'Autriche.

qu'ils demandent l'annulation de leur mariage.

M. Henry Lévy, le correspondant de la Presse Associée, a été arrêté par la police de la Grèce et a été relâché après avoir été interrogé.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Mort du Ras Alala.

Rome, 25 février.—Le Ras Alala, le célèbre général abyssin, ancien gouverneur du Tigré, est mort.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

Il a annoncé qu'il se proposait de déposer un projet de loi pour révoquer la loi de l'Angleterre sur le mariage.

PARIS

Les marchés financiers ont été calmes. Les cours des actions ont légèrement baissé.

Les cours des obligations ont également baissé.

Les cours des valeurs étrangères ont été stables.

Les cours des valeurs industrielles ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de banque ont été calmes.

Les cours des valeurs de commerce ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de transport ont été calmes.

Les cours des valeurs de services ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de construction ont été calmes.

Les cours des valeurs de mines ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de métallurgie ont été calmes.

Les cours des valeurs de chimie ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de textile ont été calmes.

Les cours des valeurs de papier ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de sucre ont été calmes.

Les cours des valeurs de coton ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de laine ont été calmes.

Les cours des valeurs de soie ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de lin ont été calmes.

Les cours des valeurs de jute ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de chanvre ont été calmes.

Les cours des valeurs de linon ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de linette ont été calmes.

Les cours des valeurs de linasse ont légèrement baissé.

Les cours des valeurs de linonnet ont été calmes.

Les cours des valeurs de linonnette ont légèrement baissé.

Les cours des